Paris-Québec : une cartographie des convergences d'extrême droite

Par **Marion Jacquet-Vaillant** et **Nicolas Lebourg**

La transnationalisation des extrêmes droites ne constitue pas un phénomène nouveau : il y a déjà un siècle, des réseaux idéologiques, éditoriaux et militants liaient entre eux fascistes, nationalistes et contre-révolutionnaires de part et d'autre de l'Atlantique. Toutefois, l'essor d'Internet et des plateformes numériques à partir des années 2000 a profondément transformé les modalités de circulation de ces idées. Il permet aujourd'hui à des groupuscules de s'inscrire dans des dynamiques transfrontalières, en reliant leurs récits, leurs figures et leurs pratiques à ceux d'autres mouvances, parfois éloignées géographiquement, mais proches idéologiquement.

L'axe Paris-Québec ne déroge pas à cette configuration. Les relations entre structures partisanes, les circulations dans l'espace numérique, et la zone d'hybridation entre les deux témoignent des logiques de bricolage idéologique, de mimétisme organisationnel et de réseautage numérique, aboutissant à un écosystème radical transatlantique. Toutefois, loin de produire une structuration politique durable ou une réelle coordination, ces inter-relations apparaissent instables, asymétriques et largement cantonnées à la sphère groupusculaire. Elles révèlent ainsi les potentialités, mais aussi les limites, de la francophonie comme cadre d'action politique à l'extrême droite.

Les liens entre structures

Jusqu'aux années 1960, l'œuvre de Charles Maurras a un certain impact sur les milieux de la droite québécoise. Le prêtre et historien nationaliste Lionel Groulx fait partie de ceux qui ont contribué à cette influence, même s'il entretient des rapports ambigus avec la pensée maurassienne (Trépanier 1999 ; Dard 2007). Ayant fréquenté l'AF lors de voyage en France, Groulx fonde par exemple la revue *L'Action française* en 1917 — qu'il rebaptisera *l'Action canadienne-française* après la condamnation de Maurras par Pie XI (1926), signe d'une certaine prise de distance. Du côté des radicaux, Adrien Arcand, chef du Parti de l'unité nationale du Canada de 1938 à 1967, entretient après-guerre quelques liens avec les figures les plus antisémites de la scène française, telles que l'essayiste Henry Coston ou les néonazis du Nouvel Ordre Européen (Théorêt 2016). Le NOE est une organisation transnationale lancée en 1951, surtout basée sur un axe francophone Belgique-France-Suisse. Son rêve d'Europe blanche eût pu la porter à se rapprocher du Canada français, mais si elle y fonde sa maison d'édition, les Éditions celtiques, c'est à l'évidence pour bénéficier d'une législation moins contraignante — la Charte des droits et libertés de la personne étant adoptée par le Québec en 1975. Elle trouve certes un correspondant local avec André Bellefeuille (DCRG 1969 : 3), mais encore cela n'arrive-t-il que dans le cadre de sa concurrence avec les États-uniens de la *World Union of National-Socialists* (WUNS). On est ici dans le nationalisme blanc tel que théorisé après-guerre par l'Américain Francis Parker Yockey ou le Français René Binet. Popularisée en France dans les années 1960 par la revue *Europe Action*, dont

émergera la Nouvelle Droite, celui-ci défend une Europe définie en 1965 comme « un cœur dont le sang bat à Johannesbourg et à Québec, à Sidney et à Budapest » (Duranton-Crabol 1988 : 27).

La fin du gaullisme permet toutefois des évolutions. Fondé en 1969, Ordre Nouveau (ON) est le plus important mouvement néofasciste de la France de l'après 1945. Son dynamisme l'amène à solliciter des subsides de diverses puissances anticommunistes, mais il aurait aussi bénéficié, selon les services français, du soutien de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, un organisme officiel fondé après la fameuse visite du général de Gaulle en 1967 (DCRG 1971 :16). Outre sa violence et sa revalorisation de l'extrême droite radicale, ON est connue pour avoir lancé le Front national (FN) à son congrès de 1972, avant d'aller chercher l'ancien député poujadiste Jean-Marie Le Pen pour qu'il en assure la présidence. Le moteur de cette stratégie était François Duprat qui, lors de ce congrès, présente certes la motion de fondation du FN, mais aussi celle de doctrine de relations internationales. Il y défend un projet par étapes dont la finalité est l'organisation de l'Occident, défini tel que la somme des États-Unis et de l'Europe. Pas une seule fois il n'utilise une forme vague telle que « l'Amérique » : seuls les États-Unis sont expressément cités dans son outre-Atlantique (Duprat 1971).

La même invisibilisation se retrouve quand, dans le cadre du NOE, il fonde un hebdomadaire « nationaliste-révolutionnaire » qu'il anime encore lorsqu'il devient le numéro deux du FN, afin de magnétiser néofascistes et néonazis au bénéfice du parti. Les nouvelles de politique étrangère publiées y concernent le Canada en soi et non le Québec. Pourtant, il envisage l'instauration d'un organe de presse unique du nationalisme-révolutionnaire pour ce qu'il nomme « l'espace francophone ». Cet ensemble est défini implicitement sur des critères ethniques puisqu'il est décrit comme composé de la France, de la Wallonie, de la Suisse romande et du Canada français (Duprat, 1976). Mieux : après l'assassinat de Duprat en 1978, on trouve dans *Jeune Nation solidariste*, le journal du Mouvement Nationaliste-Révolutionnaire la promotion d'un « francisme » que serait l'« Union des Républiques Solidaristes Françaises » (Wallons, Romands, Québécois, etc.). Il y a là comme une extension des vues de Philippe Rossillon, gaulliste promoteur de la francophonie, dénoncé en 1968 par le gouvernement canadien comme un agitateur, et à qui on prête d'avoir importé en France le terme québécois de « souverainisme » dans les années 1990. Le mouvement nationaliste-révolutionnaire Troisième Voie (dissout en 2013 à la suite du meurtre d'un jeune antifasciste) disposera même d'une section québécoise, entretenant sur place des liens avec la Milice patriotique du Québec — autodissoute en 2011. Montée en 2011, la section comptait 14 membres de Montréal, et en perdait six dans une scission estivale, avant que le leader Serge Ayoub vienne sur place tenir une conférence où il apporta son soutien à la cause indépendantiste (TV 2011).

Le FN des années 1980, quant à lui, s'ouvre à l'atlantisme et à l'européisme avant de se convertir au souverainisme au début des années 1990. Le passage de Jean-Marie Le Pen à Marine Le Pen en 2011 accentue ce trait, la nouvelle présidente tentant jusqu'à la présidentielle de 2017 de proposer une offre politique de souverainisme intégral (démographique, culturel, économique, politique), afin d'ériger un rempart protecteur autour de la nation. Cette ligne la pousse dans les bras de la Russie, mais non de la francophonie (Lebourg 2016). Le programme de sa campagne présidentielle de 2012 se contente d'assurer que « le combat pour la langue française, sur tous les

continents, participe de la restauration de notre influence ». Le mot « francophonie » n'apparaît même pas dans ses 144 engagements de 2017, le 123e se limitant à « renforcer les liens entre les peuples qui ont le français en partage ». Les 22 mesures de 2022 abandonnent le sujet. Pourtant, en 2016, Marine Le Pen se rend au Québec. Mais son séjour se passe mal : elle se voit contrainte d'annuler deux réunions, et son passage sur Radio-Canada est très malheureux, la présidente du FN sermonnant son pays d'accueil pour son multiculturalisme, sa naïveté, etc. Quelques semaines après, le FN reçoit en majesté Horizon Québec Actuel (HQA) et son leader Alexandre Cormier-Denis. Les échanges impliquent Marine Le Pen, Marion Maréchal et Florian Philippot, alors tout-puissant numéro deux — se définissant comme « gaulliste » et « souverainiste ». Ce dernier, désormais à la tête de sa propre formation, propose en 2024 que si le Canada devenait un État américain, le Québec devienne indépendant et associé à la France. HQA a été fondé par des dissidents du Parti Québécois ayant rencontré Marine Le Pen à Montréal. Sans être une antenne québécoise du FN français, HQA se dit attaché à l'idée que « le discours patriote de Marine Le Pen [doit] être porté au Québec par le mouvement souverainiste » (Teisceira-Lessard 2016). Le FN semble lui vouloir se créer un partenaire québécois sur mesures. HQA va d'ailleurs reprendre des affiches islamophobes du parti français sur lesquelles posait la petite amie d'alors du jeune Jordan Bardella. Las, HQA ne fut qu'un éphémère groupuscule, rapidement remplacé par le nouveau projet d'Alexandre Cormier-Denis, Nomos TV. Quant à la tentative, en 2016, de fondation d'un Front national du Québec au logotype inspiré de celui que le FN avait lui-même emprunté aux néofascistes italiens, elle a donné lieu à une menace immédiate de procès de la part du FN hexagonal.

Les espaces numériques, espaces de circulations

Pour saisir les relations qu'entretient aujourd'hui l'extrême droite française avec le Canada francophone, nous avons réalisé un travail d'analyse des réseaux sociaux. Pour cela, nous exploitons des données collectées sur la plateforme Telegram, qui a été massivement investie par les mouvements d'extrême droite à la suite du phénomène de déplateformisation post-attaque du Capitole (2021), qui les a vus se faire écarter des plateformes classiques par une évolution ou une application plus stricte des règles de modération — en particulier des réseaux sociaux gérés par Meta (Facebook et Instagram), mais aussi Twitter (devenu X). Pour analyser Telegram, nous avons constitué un premier corpus d'une soixantaine de chaines publiques françaises, diffusant des contenus d'extrême droite et que l'on savait liées à des groupes ou des individus de la mouvance. En analysant les messages postés par elles depuis janvier 2025, nous avons identifié plusieurs centaines de chaines dont elles relaient les contenus. Cette méthode permet d'identifier des relations entre ces chaines, d'identifier des logiques de partage et donc de diffusion de l'information.

L'analyse de ce réseau dévoile assez rapidement combien l'écosystème dans lequel les chaines françaises évoluent est profondément transnational. Plus d'un tiers des acteurs connectés à nos chaines de départ sont anglophones, mais on trouve aussi des germanophones (environ 10 %) et des italophones (3,9 %) par exemple. Cette transnationalisation révèle tout de même des écosystèmes linguistiques : les échanges dépassent les barrières, mais ils sont plus intenses au sein de chaque sphère linguistique, qui est le plus souvent nationale. De ce point de vue, et c'est un premier enseignement, la sphère francophone ne déroge pas à la règle : il n'existe

pas de pôle québécois indépendant au sein de la sphère francophone, pas plus d'ailleurs qu'un pôle belge ou suisse. Les chaines québécoises apparaissent profondément intégrées à l'espace digital francophone et en réalité, les polarisations en son sein sont plus idéologiques que nationales.

Par exemple, le canal Telegram du média identitaire Nomos TV (@nomos-tv), est proche de la sphère identitaire et des défenseurs français du nationalisme blanc tel que le canal de Daniel Conversano ou celui faisant la promotion des textes de Guillaume Faye. Alexandre Cormier-Denis, ou « ACD », bénéficie d'ailleurs d'une popularité dans ces cercles français sur X également, où son émission a acquis une certaine notoriété grâce à la diffusion de courts extraits. Il a ainsi lancé en 2023 le podcast ADN qu'il anime avec Daniel Conversano et Nicolas Faure. Cela lui permet également d'intervenir désormais dans les médias de la mouvance : après des entretiens pour Frontières+, par exemple pour défendre l'idée que le grand remplacement est en cours au Canada (Frontières 2025a), il y a obtenu une chronique hebdomadaire (Frontières 2025b). Si Nomos_tv est intégrée à cet espace digital identitaire, elle est éloignée du canal du média conspirationniste Radio-Québec (@radio-quebec sur Telegram), fondé en 2017 par Alexis Cossette-Trudel (Guindon 2022), lui aussi figure du conspirationnisme québécois, qui dès 2018 interprète les messages cryptés de Q et participe donc à construire et diffuser les théories de QAnon. Cossette-Trudel a fortement gagné en notoriété à la faveur de l'épidémie de Covid-19, avant de voir ses comptes supprimés de plusieurs plateformes ce qui explique son arrivée sur Telegram. Sans surprise, celui-ci entretient des liens avec des comptes de la complosphère francophone, notamment liés à la tendance QAnon : @complotdunouvelordremondial, @jqhnspartan, @pentagqne… De surcroit, les données indiquent également les liens de Radio-Québec avec des chaines anglophones, comme @DiscloseTV, canal de désinformation qui compte près de 400.000 abonnés sur Telegram. Autrement dit, des chaines françaises relaient Radio-Québec qui relaie, elle, des canaux américains : cela en fait un passeur entre les espaces anglophones et francophones permettant d'expliquer la diffusion des narratifs QAnon. Ce rôle de trait d'union transatlantique ne confère pas à la sphère québécoise une légitimité particulière dans l'espace francophone : cela confirme ici la « centralité périphérique » du Québec dans la circulation des récits conspirationnistes.

Des analyses similaires conduites au cours de l'année 2022 avaient déjà mis en avant le rôle prépondérant des canaux QAnon québécois, et en particulier celui de Radio-Québec, dans la diffusion en France de ces théories. Cette importance est fondée sur au moins deux aspects. Tout d'abord, du fait de la proximité géographique *et* linguistique avec les États-Unis (environ la moitié de la population de la province du Québec maîtrise l'anglais), les canaux québécois assurent un travail de traduction de l'anglais vers le français, produisant des sous-titrages de vidéo ou des traductions d'extraits ou de textes. Le multilinguisme des activistes demeure une composante essentielle de la diffusion des mouvements sociaux d'extrême droite (Jacquet-Vaillant 2021). Les Québécois abaissent les barrières d'accès à ces contenus, le plus souvent venus des États-Unis, pour un public français. De surcroit, pour soutenir la diffusion de ces contenus, ils prennent soin d'adapter ces théories au contexte français. Par exemple, aux narratifs usuels suggérant que les dirigeants politiques se sont secrètement alliés pour mettre en place une « gouvernance mondiale », les messages

francophones rajoutent volontiers la soumission au Forum économique mondial du Premier ministre canadien de l'époque, Justin Trudeau, et du Président français, Emmanuel Macron. Autre exemple : en octobre 2022, le meurtre de Lola, une fille de 12 ans tuée par une femme visée par une OQTF (« obligation de quitter le territoire français »), est considéré comme une preuve de leur théorie selon laquelle des élites s'adonneraient à des pratiques pédosatanistes. Au-delà de ces adaptations aux divers contextes nationaux, ce sont bien des événements internationaux qui semblent servir de catalyseurs à ces diffusions. La pandémie de Covid-19 a par exemple eu pour effet de construire un contexte international commun (confinement, vaccination) propice aux échanges et aux théories conspirationnistes (origine du virus, gravité réelle de la maladie, pertinence du confinement, sécurité du vaccin). Il en va de même pour la guerre en Ukraine qui a généré dans ces sphères des positionnements majoritairement pro-russes, avec une reprise de l'ensemble des narratifs poutinistes (« dénazification » entre autres). Des canaux lisant toute l'actualité internationale par le biais de fantasmes de complots (par exemple, @lespatriqts) fournissent ainsi des matériaux que l'on va retrouver ensuite diffusés par des nationalistes français sur X et Telegram. Très paradoxalement, la sphère numérique québécoise sert donc d'interface entre l'états-unienne et la française, contribuant aux greffes des narratifs états-uniens sur la radicalité française et non à la création d'un espace franco-québécois d'opposition à « l'américanisation » et la « globalisation » du monde… pourtant tant dénoncée.

L'hybridation entre combat culturel en ligne et groupuscules

Ce qui se passe sur Internet n'y demeure pas cloisonné, comme le démontrent par exemple les cas des Identitaires français et de la Fédération des Québécois de Souche (FQS). Lancée en 2002, la mouvance identitaire voit Philippe Vardon, son principal leader, s'émerveiller dès 2003 que des drapeaux des Jeunesses identitaires aient flotté dans des manifestations à Montréal (Vardon 2003). Surtout, le mouvement réalise le rêve de Duprat en donnant naissance en 2005 au magazine *ID*, qui entend réunir les identitaires français, wallons, suisses romans et québécois. Sa rubrique « En Bref » réunit les actions et campagnes menées par les Identitaires de ces nationalités. Sur leur site d'information *Novopress*, un espace est dédié aux informations québécoises, sous le nom de domaine qc.novopress.info, qui se concentre sur l'actualité politique québécoise, relayant elle aussi des faits divers impliquant des immigrants et dénonçant, comme les Identitaires français, la mondialisation comme source d'américanisation et d'islamisation (cf. Illustration). Cependant, l'initiative fait long feu. Dans les pages d'*ID*, les actualités québécoises se font de plus en plus rares, et elles sont absentes des magazines qui prendront la suite (*Identitaires* et *La Revue Identitaire*). De même, sur *Novopress*, les mises à jour de la page québécoise s'arrêtent en 2011. À mesure que les Identitaires développent des partenariats en Europe, voire que Génération identitaire se diffuse, les liens outre-Atlantique se raréfient.

Illustration du site qc.novopress.info (n.s. Novopress Québec, 2005)

La FQS part du Web pour aller vers la structuration politique et la publication d'un magazine, toujours avec une perspective transnationale. Sa première source est le forum néonazi *Stormfront*. Un sondage effectué sur ses usagers francophones montrait que (49 %) étaient Français, 26 % Canadiens, 9 % Belges, 4 % Suisses (*Stormfront* 2006). En 2007, l'un de ses modérateurs fonde le forum FQS : « Moi, je voulais en faire un mouvement comme le Front National. Tsé, limite un parti politique, justement. […] Le *Stormfront* en français, c'était surtout des Français pis des Belges. […] Je me suis dit "okay, je vais me créer FQS". Donc j'ai fait le forum » (Nadeau 2020 : 161).

La FQS a, par la suite, tissé des liens avec des groupes outre-Atlantique, comme le révèle leur magazine *Le Harfang*. L'extrême droite française fournit de nombreux interlocuteurs au magazine dès ses débuts : en 2014, *Le Harfang* publie une interview du prêtre d'extrême droite français Guy Pagès (Vol.2, n°4) puis on trouve des contributions des néo-droitiers Pierre Vial et Guillaume Faye, de l'Identitaire Fabrice Robert, mais aussi du négationniste Hervé Ryssen (Vol.3, n°1). Cet éclectisme idéologique apparaît conforme à l'objectif du fondateur : rassembler les différentes tendances de l'extrême droite québécoise sous un seul et même étendard, sur le modèle du « compromis nationaliste » qui avait permis la structuration du FN à l'époque de Jean-Marie Le Pen.

Depuis, les pages du magazine sont particulièrement ouvertes aux néo-droitiers et identitaires français qui semblent particulièrement les inspirer (Potvin 2018), tels Alain de Benoist (2015), Renaud Camus (2018) ou Thaïs d'Escuffon (2022). Mais la FQS s'intéresse également à d'autres courants : soralien (Lucien Cerise, 2015), catholique traditionaliste (Bernard Anthony 2020), et néofasciste (Christian Bouchet 2025). Steven Bissuel, du Groupe Union Défense (GUD) fut ainsi reçu en 2017 par la FQS et les nationalistes-révolutionnaires d'Atalante pour une conférence. De surcroit, interviennent dans *Le Harfang* des personnalités d'extrême droite européenne, francophones (le Belge Robert Steuckers, le Suisse Piero San Giorgio), mais aussi les Italiens de CasaPound (cf. *Le Harfang*, Vol.2, n°5 ; Zuquete 2018 : 97-99), l'intégriste britannique Richard Williamson, le Croate Tom Sunic, et même le Russe Alexandre Dougine. Georges Feltin-Tracol a certes eu droit à un entretien, mais il est surtout très partagé par le canal Telegram de la revue. Si on ajoute la présence d'Yves Bataille en 2014, premier importateur en France du « nazi-maoïsme » italien il y a 50 ans, c'est en fait l'extrême droite française dans toute son histoire et dans toute sa

géographie qui est sondée. En son sein, il n'est donc guère qu'Éric Zemmour qui est rejeté car il serait : « l'incarnation même de la duplicité juive » (*Le Harfang*, vol 7 n°6, août-septembre 2019). L'*alt-right* américaine est également représentée, à travers, par exemple Jared Taylor, fondateur et éditeur du magazine nationaliste blanc *American Renaissance*, l'universitaire défenseur du nationalisme blanc Robert S. Griffin, ou Matthew Heimbach, ancien président du *Traditionalist Worker Party* (organisation nationaliste blanche aujourd'hui dissoute). Enfin, la FQS a des liens avec des groupes canadiens : Jean-Claude Dupuis (Jeune Nation Québec) ou Alexandre Peugeot (Atalante) sont régulièrement interrogés, ce dernier disposant même d'une chronique régulière. Alexandre Peugeot entretenait ses propres connexions avec les Français du Bastion social et du GUD, respectivement interdits en France en 2019 et 2024 (Nadeau 2020 : 179-180).

Ainsi, la FQS a construit un écosystème à travers le continent américain et au-delà, avec un éclectisme idéologique notable, néo-droitiers et identitaires, traditionnalistes, nationalistes-révolutionnaires mais aussi nationalistes blancs ou eurasistes. Cet éclectisme n'a pas pour objectif l'élaboration d'une doctrine commune : il doit plutôt être vu comme une démonstration de la capacité de la FQS à réunir ces groupes malgré leurs désaccords, à les mettre en réseaux, en se concentrant sur leurs points de convergence (opposition à l'immigration, rapport à l'ethnicité, altérophobie). La FQS signale ainsi des évolutions plus générales du champ extrême droitier, telle que la baisse des rivalités inter-groupes qui fut autrefois la norme. Cette union stratégique sous un seul étendard permet ainsi un surcroit de visibilité (*e pluribus, unum*) et de crédibilité… qui demeurent insuffisants. En effet, même en cherchant à mâtiner le legs des Identitaires à des références nationalistes-révolutionnaires et nationalistes blanches, la FQS n'a pas pu s'extraire de la marge groupusculaire et influencer les médias conservateurs islamophobes, à l'instar des Identitaires français qui ont pavé la voie à la présence de Mathieu Bock-Côté dans les médias du milliardaire français d'extrême droite Vincent Bolloré.

Conclusion

En analysant les relations des extrêmes droites française et québécoise, leurs rôles apparaissent fortement différenciés. L'extrême droite française est une source d'inspiration, à travers des références à ses figures (Maurras, Duprat), ses courants (Nouvelle Droite, Identitaires), ou ses organisations emblématiques (FN). À l'inverse, le Québec agit comme un passeur des récits états-uniens, facilitant traduction linguistique et adaptation narrative, jouant un rôle dérivé, celui de passeur transatlantique.

Ce constat permet d'identifier les limites des invocations à la « francophonie » : si la proximité linguistique encourage les circulations discursives, cela ne suffit pas à construire des organisations communes ou même coordonnées. La francophonie, cadre discursif ou symbolique, ne se transforme pas automatiquement en espace politique partagé et le travail de mise en sens réalisé par les extrêmes droites est insuffisant. La fragmentation, les querelles internes et l'ancrage, limité au champ groupusculaire, empêchent toute institutionnalisation. En outre, les nationalistes québécois accordent régulièrement une place prépondérante au catholicisme intégriste dans leur conception de l'identité (Leman-Langlois, Campana et Tanner 2024), tandis que si les Français réinvestissent le marqueur catholique depuis les attentats de 2015 ce n'est guère qu'en termes de concurrence civilisationnelle.

Les circulations se sont intensifiées à la faveur du numérique, facilitant la transnationalisation. L'espace numérique est un nouvel espace de rencontre et d'échange qui déborde l'espace géographique — les logiques d'affinité idéologique y priment sur les proximités nationales. Il permet des connexions certes nombreuses, mais instables, car dépendantes des plateformes, des trajectoires individuelles et collectives, des rivalités entre mouvances, etc. Les alliances qui y sont tissées apparaissent plus lâches et plus volatiles.

In fine, l'analyse des relations entre les extrêmes droites française et québécoise révèle des modalités de connexion variables. Il existe des inter-influences mais les liens structuraux sont éphémères. Le cas du FN et de ses tentatives avortées de trouver un partenaire québécois est particulièrement éloquent. Il suggère, surtout, une stratégie de prudence et de contrôle de la part d'un parti ancien, soucieux de son image, et donc réticent aux associations soit trop radicales soit non maîtrisées… À l'opposé, les groupes plus récents et moins institutionnalisés agissent eux avec une plus grande agilité pour établir des liens transnationaux, en s'appuyant sans hésitation sur les espaces numériques. Pour ces marges, les connexions internationales font partie d'une stratégie plus générale de légitimation (Caiani 2025). Le cas d'Alexandre Cormier-Denis le montre bien, lui qui s'appuie sur ses connexions pour gagner en crédibilité des deux côtés de l'Atlantique. Le fait de pouvoir montrer des liens transnationaux participe à fonder leur crédibilité : ils ne sont pas seuls, ils font partie d'un réseau qui relie deux pays membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU. Pour autant, cette stratégie n'est payante qu'à l'échelle d'un microcosme radical — fut-il internationalisé — et elle ne permet pas de sortie de la marginalité.

Cette fragmentation, ces difficultés durables et cette asymétrie que nous décrivons sont aussi la conséquence des évolutions du champ extrême droitier, écartelé entre localisme identitaire et stratégie globale. Ce point mériterait des approfondissements, en particulier à l'heure où les groupes militants français, mis en difficulté par les dissolutions successives, peinent à se structurer au niveau national et situent donc quasi exclusivement leurs actions dans un horizon municipal… cela sans renoncer toutefois à leurs connexions européennes et internationales.

Notices biographiques

Marion Jacquet-Vaillant est maîtresse de conférences en science politique à l'Université Paris-Panthéon-Assas (Centre d'études constitutionnelles et politiques). Auteure d'une thèse sur le mouvement identitaire français, elle poursuit ses recherches sur les extrêmes droites françaises, des élections à la violence politique, s'intéressant notamment aux circulations dans l'espace numérique.

Nicolas Lebourg est historien et politiste, chercheur associé au Centre d'études politiques et sociales (CEPEL) et spécialiste des extrêmes droites en Europe. Auteur de nombreux ouvrages sur les radicalités politiques, leurs idéologies et réseaux, il est attentif à redonner leur profondeur historique aux phénomènes contemporains.

Références

Caiani, M. (2025). « Normalization through transnationalization? Far right international coordination and cooperation », Journal of Contemporary European Studies, 1–20.

Direction centrale des Renseignements généraux (1969). « Le Nouvel ordre européen », mai, Archives nationales, F7/15585.

Direction centrale des Renseignements généraux (1971). « L'Extrême droite en 1971 », juin, Archives nationales, F7/15586, p. 16.

Duprat, F. (1972). « Un Programme de politique étrangère : nationalisme et occident », Ordre Nouveau, supplément à Pour un Ordre nouveau, juin, pp. 226-261.

Duprat, F. (1976). « Pour une ligne idéologique ferme. Pour une pratique politique cohérente », Cahiers Européens mensuel de lutte contre le régime, octobre.

Duranton-Crabol, A.-M. (1988), Visages de la nouvelle droite. Le GRECE et son histoire, Presses de la FNSP, Paris.

Frontières (2025a). « Alexandre Cormier-Denis : 'En 2050, les Blancs seront minoritaires au Canada!' » [en ligne]. [Consulté le 15 juillet 2025]. Disponible sur : https://www.frontieresmedia.fr/plus/les-grands-entretiens/alexandre-cormier-denis-en-2050-les-blancs-seront-minoritaires-au-canada

Frontières (2025b). « Cormier-Denis se lâche et tacle les gauchistes! BEST OF » [en ligne]. [Consulté le 15 juillet 2025]. Disponible sur : https://www.youtube.com/watch?v=4oQjpBy4wo8&ab

Guindon, M. (2022). Entre réinformation et complotisme : analyse des formes alèthurgiques et médiatiques des discours d'Alexis Cossette-Trudel en période d'incertitude pandémique, Mémoire de maîtrise, Université de Montréal.

Jacquet-Vaillant, M. (2021). « An Identitarian Europe? Successes and Limits of the Diffusion of the French Identitarian Movement », Illiberalism Studies Program Working Papers, 7, mai.

Jeune Nation solidariste, 5 avril 1979 [mensuel publié par le Mouvement nationaliste révolutionnaire – disponible à la BNF].

Teisceira-Lessard, P. (2016). « Trois militants péquistes reçus par le Front national », La Presse, [en ligne]. [Consulté le 8 septembre 2025]. Disponible sur : https://www.lapresse.ca/actualites/politique/201606/24/01-4995259-trois-militants-pequistes-recus-par-le-front-national.php

Lebourg, N. (2016). « Les dimensions internationales du Front national », Pouvoirs [en ligne], 157: 105-113.

Leman-Langlois S., Campana A., Tanner S. (2024), The Great Right North: Inside Far-Right Activism in Canada, McGill-Queen's University Press, Montreal.

Le Harfang, Collection des numéros de 2014 à 2025.

Nadeau, F. (2020). Parcours d'engagement dans l'extrême droite québécoise : une ethnographie (2014-2017), Thèse de doctorat, Institut national de la recherche scientifique (INRS).

Novopress Québec (2005). « Benoît Dutrizac animateur à Télé-Québec qualifie l'islam de 'religion stupide' » [en ligne]. [Consulté le 15 juillet 2025]. Disponible sur : https://web.archive.org/web/20050404155512/http://qc.novopress.info/index.php?p=434

Potvin, M. (2018). « Discours racistes et propagande haineuse. Trois groupes populistes identitaires au Québec », Diversité urbaine [en ligne], 17. [Consulté le 10 juillet 2025]. Disponible sur : https://www.erudit.org/fr/revues/du/2017-v17-du03767/1047977ar/

Stormfront (2006). « Francophone, où habitez-vous ? » [en ligne]. [Consulté le 15 juillet 2025]. Disponible sur : https://www.stormfront.org/forum/t272687/

Théorêt, H. (2016). « Le Parti de l'unité nationale du Canada d'après-guerre : un vestige de la droite radicale canadienne française, 1949-1967 », Dard, O. (dir.), Organisations, mouvements et partis des droites radicales au XXe siècle (Europe-Amériques), Peter Lang, Berne, pp. 101-115.

Troisième Voie (2011), Bulletins internes. Archives personnelles.

Vardon, Ph. (2003). « L'identité appartient à celui qui la défend », Alternative Identitaire [magazine des Jeunesses identitaires], n°2.

Zuquete, J. P. (2018). The Identitarians: The Movement Against Globalism and Islam in Europe, University of Notre Dame Press, Notre Dame.